

*principalement sur une très forte politique RSE. L'Occitane s'est intéressée aux clauses sociales en s'inspirant de qui a été mis en place dans le public et a créé un précédent, notamment dans le bâtiment. Nous avons voulu aller au-delà de notre politique handicap, dans laquelle nous étions déjà bien engagés, en embauchant directement des personnes en difficulté d'insertion, dont certaines pouvaient être en situation de handicap. Nous nous sommes appuyés sur des prescripteurs locaux : Pôle Emploi, mission locale de Manosque, Cap emploi... L'Occitane a mis en place une formation en alternance qui devait concerner une dizaine de personnes : la promotion CIMA, un titre homologué par l'Etat de niveau CAP. Cela s'est avéré particulièrement compliqué et difficile à gérer. Nous avons dû mettre en place, pour accompagner ces personnes, un encadrement spécifique dont nous n'avions pas mesuré la portée. Du coup, l'entreprise a mis en difficulté ses propres équipes de management, qui avaient à traiter des problèmes qui dépassaient bien largement la sphère professionnelle, comme l'hébergement des personnes qu'ils accompagnaient ou leurs moyens de transport pour se rendre au travail. L'enfer pour les managers ! »*

### **> La nécessaire vigilance vis-à-vis du secteur de l'Economie sociale et solidaire**

Raisonner Economie sociale et solidaire plutôt que secteur protégé ou insertion est une tendance nouvelle. Précurseur en la matière, La Poste mène via une étude en cours, une réflexion sur l'évolution de ses relations avec le secteur de l'Economie sociale et solidaire. Avec ses 17 000 points de contacts, elle dispose d'un ancrage territorial exceptionnel dans les territoires, qui la rapproche de fait du monde de l'ESS. Le projet de La Poste consisterait à ne plus appréhender d'une part le monde du handicap, d'autre part celui de l'insertion ou celui des achats, mais bien de raisonner de façon globale, intégrant naturellement la composante sociale et solidaire au niveau ses achats responsables.

Le cas particulier de Recygo, l'offre de service de recyclage de La Poste, illustre à lui seul la nécessité d'identifier, en amont de projets territoriaux, l'écosystème en place, afin de s'assurer qu'un dispositif pourtant initialement bien intentionné ne perturbe pas les acteurs économiques locaux, notamment au sein de l'Economie sociale et solidaire. Ainsi, pour gérer nationalement le recyclage du papier en impliquant ses facteurs dans la collecte, La Poste a internalisé l'entreprise d'insertion Nouvelle Attitude et développé une offre de service baptisée Recygo, particulièrement destinée aux PME. Ce service n'a pu réellement se déployer au niveau national qu'en intégrant, au-delà de l'opérateur interne, les prestataires existant localement sur ce marché. Ne pas le faire aurait risqué de détruire des pans entiers de l'économie sociale locale